

[Text]

that the general public can be lulled into a false sense of security. So, Mr. Chairman, we are simply raising these as questions of principle, questions of policy, and unfortunately cannot come here and provide you with all the answers that we need.

... les programmes d'assurance chômage ne peuvent fournir les prestations nécessaires à faire vivre les chômeurs, ou les familles de chômeurs, au dessus du niveau de la pauvreté; il existe là un danger bien réel: le grand public, à la suite de certaines annonces qui ont été faites (nous ne blâmons certainement pas le Livre blanc à ce sujet), le grand public, dont, lisant les gros titres des journaux qui annoncent que les prestations d'assurance chômage vont atteindre \$100 par semaine, pourra se dire: «mon Dieu, le problème est enfin réglé». Tout le monde boira du petit lait... Cent dollars par semaine! Il n'y a que ce chiffre qui les frappera.

Il n'en liront pas d'avantage. Et je pense que cela constitue un réel danger; comme nous l'avons fait remarquer dans notre déclaration d'ouverture, le grand public pourrait être amené à ressentir un faux sentiment de sécurité. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous soulevons ces questions; nous le faisons principe; se sont des questions de politique; mais nous ne pouvons malheureusement pas vous fournir toutes les réponses dont nous aurions besoin.

The Chairman: Mr. Caccia, I will come back to you on the second round if you wish. Mr. Knowles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, I hope the delegation will forgive the members of this Committee tonight if their minds wander now and then. We are getting reports on the Nova Scotia election.

An hon. Member: What are they?

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): We could not lose, you know, from where we stand.

I saw a figure that the Liberals passed over to me which said that at the moment the elected and leading was 22, 22 and 2. The two was ours.

Mr. Whelan: That may have been erroneous, that two. You should provide a speaker and then have one join us.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): The things you say about us sometimes, this invitation surprises me.

Mr. Chairman, I am sure that I speak for other members of the Committee when I say we welcome this very thoughtful brief which the Canadian Welfare Council's staff has brought before us. I notice that word "staff". I suppose I know what that means as a former one-time member of the Board of Governors of this body.

I may say that we had before us this afternoon a delegation which pleaded that we look beyond the White Paper to something better, something in the nature of a guaranteed annual income, and we gave that delegation a rough ride. People watching us and expecting us to be consistent might assume that we will do the same tonight but I know we will not. The reason is, of course, that we felt this afternoon that there was an axe to be ground, that the people being spoken for did not want to come into unemployment insurance. That certainly is not the case with the Canadian Welfare Council.

[Interpretation]

programmes d'assurance chômage ne peuvent fournir les prestations nécessaires à faire vivre les chômeurs, ou les familles de chômeurs, au dessus du niveau de la pauvreté; il existe là un danger bien réel: le grand public, à la suite de certaines annonces qui ont été faites (nous ne blâmons certainement pas le Livre blanc à ce sujet), le grand public, dont, lisant les gros titres des journaux qui annoncent que les prestations d'assurance chômage vont atteindre \$100 par semaine, pourra se dire: «mon Dieu, le problème est enfin réglé». Tout le monde boira du petit lait... Cent dollars par semaine! Il n'y a que ce chiffre qui les frappera.

Il n'en liront pas d'avantage. Et je pense que cela constitue un réel danger; comme nous l'avons fait remarquer dans notre déclaration d'ouverture, le grand public pourrait être amené à ressentir un faux sentiment de sécurité. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous soulevons ces questions; nous le faisons principe; se sont des questions de politique; mais nous ne pouvons malheureusement pas vous fournir toutes les réponses dont nous aurions besoin.

Le président: M. Caccia, je vous redonnerai la parole au cours de la seconde période, si vous le désirez. M. Knowles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'espère que les témoins d'aujourd'hui pardonneront aux membres de ce Comité de laisser leur esprits errer quelque peu. On nous transmet des rapports sur les élections en Nouvelle-Écosse.

Une voix: Et que disent-ils?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous ne pouvons pas perdre, vous le savez, étant donné notre position.

Les libéraux m'ont fait passer des chiffres tout à l'heure et j'ai vu que pour le moment, on en était à 22, 22 et 2. Le 2 nous appartenait.

M. Whelan: Il était peut-être faux, ce 2. Vous devriez fournir un orateur et puis dire à l'autre de venir se joindre à nous.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ce que vous dites parfois à notre sujet me surprend; cette invitation par exemple...

Monsieur le Président, je suis sûr que je refléterai l'opinion d'un bon nombre des membres de ce Comité lorsque je dirai que j'ai lu avec plaisir ce mémoire, si complet, présenté par le personnel du Conseil canadien du bien-être. J'ai bien remarqué ce mot de «personnel». Je sais ce qu'il représente, puisque j'ai moi-même, autrefois, fait partie du conseil des gouverneurs de cet organisme.

Nous avons entendu, cet après-midi, une délégation qui nous a demandé de bien vouloir envisager de faire plus que ce que le Livre blanc ne propose, de faire mieux, d'envisager une sorte de revenu annuel garanti par exemple, et nous avons été assez dur avec les membres de cette délégation. Les gens qui nous regardent et qui pensent que nous avons de la suite dans les idées, pourraient penser que nous allons recommencer la même chose ce soir; mais je sais que nous le ferons pas. Cela